



**L'Université de Toronto, au Canada vient d'insérer le régime de Yaoundé dans une base de données dont le but est de collecter, stocker et documenter les meurtres et les atrocités perpétrés dans les régions anglophones en proie aux violences depuis bientôt 3 années.**

Dans une déclaration, l'Université de Toronto explique que **«*la base de données regroupera, vérifiera, sécurisera et publiera des informations sur les atrocités ou les crimes contre l'humanité commis par des groupes militaires et non étatiques camerounais. C'est non partisan et apolitique* »**.

## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Pour diffusion immédiate

Le 9 décembre 2019

Contact : Brian Silverman, Rotman  
cameroondatabase@rotman.utoronto.ca

## Base de données mondiale sur les atrocités de la crise au Cameroun

English

(Toronto) À la veille de la Journée des droits de l'Homme 2019, des chercheurs de l'Université de Toronto, au Canada, lancent une base de données mondiale sur les atrocités afin de recueillir et de conserver une documentation des massacres et d'autres atrocités perpétrés pendant la crise anglophone au Cameroun, en Afrique.

Ces informations sont recueillies afin de combattre l'impunité régnante qui caractérise cette crise depuis 2016. La collecte se fait dans le but de promouvoir la non-violence, la justice et la paix.

La base de données permettra de regrouper, de vérifier, de sécuriser et de publier des informations sur les atrocités et les crimes contre l'humanité commis par les services de sécurité camerounais et des groupes armés non étatiques. Elle est non partisane et apolitique.

Toute la documentation sera conservée de façon sécurisée et publiée en ligne afin d'atteindre les objectifs suivants : les processus de justice internationale; une éventuelle commission nationale de vérité, de justice et de réconciliation; la défense des droits de la personne, le journalisme et la recherche universitaire; et un outil de dissuasion pour empêcher de nouvelles violences et une impunité manifeste.

Les personnes et les organisations qui possèdent des photos, des vidéos, des documents ou d'autres preuves d'atrocités commises depuis octobre 2016 dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du Cameroun peuvent les télécharger dans la base de données de façon anonyme et sécurisée.

Étape 1 : N'importe qui peut télécharger en tout temps et de partout des photos, des vidéos et des documents.

Étape 2 : Les informations reçues sont par la suite vérifiées par une équipe de recherche spécialisée à partir de sources ouvertes.

Étape 3 : Une fois validés, les informations sont publiés en ligne dans la base de données, et n'importe qui peut les consulter en tout temps et de partout.

AUCUNE information permettant d'identifier les personnes qui téléchargent des informations n'est recueillie. L'Université de Toronto héberge la base de données sur les atrocités en raison de son système de cybersécurité robuste, de sa neutralité et de son emplacement au Canada.

Aucun des membres de l'équipe de la base de données n'est lié au gouvernement camerounais ni à toute autre partie en conflit. La vérification et la publication relèveront du Digital Verification Corps d'Amnistie internationale (Université de Californie-Berkeley, Université de Toronto, Université de Pretoria, Université d'Essex) en collaboration avec l'Université de Toronto.

L'Université de Toronto et ses partenaires des milieux universitaire et sans but lucratif s'engagent à protéger les victimes de violence ainsi qu'à promouvoir les droits de la personne et la paix.

Téléchargez des photos, des vidéos ou des documents dans la base de données à l'adresse : <https://cameroondatabase.ushahidi.io/posts/create/4>

Consultez des renseignements vérifiés à l'adresse :  
<https://dataverse.scholarsportal.info/dataverse/cameroon>

Obtenez de plus amples renseignements sur la base de données à l'adresse :  
<https://research.rotman.utoronto.ca/Cameroon/>

Les informations obtenues grâce à la base de données, apprend-on, seront publiées en ligne pour **«dissuader de nouvelles violences et une impunité flagrante»**.

L'université canadienne mentionne que les personnes et les organisations disposant de «photos, vidéos, documents ou autres preuves d'atrocités d'octobre 2016 à présenter de la région du Nord-Ouest et du Sud-ouest du Cameroun peuvent les télécharger de manière anonyme et sécurisée dans la base de données».

Les chercheurs en criminologie de l'université l'Oxford en Angleterre avaient déjà chargé le régime de Paul Biya auprès du parlement britannique. Dans un rapport de plusieurs pages, consulté par 237actu, ces chercheurs anglais recommandaient au parlement britannique de veiller à ce que la justice internationale soit appliquée sur les crimes commis contre la minorité anglophone.